

Présidentielle 2022

*Plaçons l'habitat au cœur  
du projet politique*



## **Les Entretiens d'Inxausetta Bunus, vendredi 27 août 2021**

### **Présidentielle 2022 : plaçons l'habitat au cœur du projet politique**

Chaque année à la fin de l'été, les Entretiens d'Inxausetta se tiennent à Bunus. Ils rassemblent, depuis plus de 20 ans, les principaux acteurs du logement (membres du gouvernement, élus, partenaires sociaux, responsables associatifs, universitaires) autour de thèmes d'actualité. Ils sont fréquentés par un public fidèle et divers, chaque année plus nombreux, et par les médias locaux et nationaux qui font de ce lieu atypique, le rendez-vous de la rentrée du logement.

Imaginons une politique de l'habitat ambitieuse, juste et écoresponsable était la proposition des Entretiens d'Inxausetta de 2020. Les intervenants s'étaient accordés sur le fait que l'habitat est majoritairement abordé sous l'angle économique et technique et a rarement fait l'objet d'un véritable projet politique.

La crise sanitaire repositionne fortement l'habitat dans le débat public. Elle accentue les problématiques structurelles déjà apparentes depuis plusieurs années. Cette crise a révélé, en creux, les défauts de localisation et de conception de nombreux logements construits au cours des récentes décennies. Fallait-il encore poser la question à ceux qui sont les plus concernés, mais souvent les moins concertés, les habitants. L'époque et ses vecteurs technologiques nous apprennent aussi que ces derniers sont désireux de prendre la parole.

Après un an de pandémie, les attentes des habitants des villes ont évolué, exacerbées par les confinements et par le télétravail. Elles questionnent la qualité de l'habitat (exiguïté des logements, manque d'espace extérieur, de végétalisation, environnement et services de proximité) mais aussi la densité urbaine (regain d'intérêt pour les petites villes et villes moyennes). Mal perçue de longue date, la densité est, malgré certaines vertus, devenue un frein à toute forme de construction. Cela se traduit par des évolutions majeures du marché de l'immobilier : baisse des prix parisiens, forte demande de maisons avec jardin en Ile de France, renouveau du marché dans les petites villes...

Le logement a pour lui d'adresser un grand nombre de sujets que la situation sanitaire et économique a rendus plus douloureux encore dont le pouvoir d'achat des habitants qui y consacrent jusqu'à 20 à 30 % de leurs revenus, parfois bien davantage, mais aussi la baisse de la construction de logements neufs qui a un impact direct sur l'emploi. Il joue également un rôle essentiel dans le système redistributif français. Pour ces raisons, il se doit d'être au cœur des politiques de sortie de crise.

Dans un contexte de bouleversements majeurs où dettes publiques et privées atteignent des sommets, une certitude demeure. Bien que le logement dépende beaucoup des équilibres macroéconomiques européens, et bien que les politiques publiques doivent impérativement être adaptées aux territoires et à des marchés

locaux très morcelés, l'Etat conserve encore les principaux leviers d'action. Le secteur a un poids économique significatif : il représente 20 % du PIB et rapporte près de 80 Md€ de recettes fiscales. Les nécessités environnementales et climatiques sont un enjeu stratégique majeur : la construction de logements ajoutée aux déplacements domicile-travail constitue l'une des premières sources d'émissions de carbone et de gaz à effet de serre. L'évolution de l'empreinte carbone du secteur du logement repose notamment sur une gestion des filières à l'échelle nationale. Basculer vers une consommation de ressources renouvelables et plus locales, limiter l'empreinte carbone de la construction comme de la réhabilitation demande en effet une stratégie et un appui national. L'aménagement du territoire et les réflexions sur l'artificialisation des sols ancrent les relations avec les élus locaux, de même que la lutte à mener contre les inégalités territoriales et « l'archipelisation » de la société. Cela appelle notamment une régulation de l'Etat pour coordonner l'ensemble des acteurs.

**Les Entretiens du 27 août 2021** ont pour objectif à 8 mois de l'élection présidentielle d'approfondir la réflexion afin inviter les candidats-tes à venir débattre, avec l'ambition que la question de l'habitat, ce sujet au cœur de la qualité de vie de nos concitoyens, soit pour la première fois central dans les propositions politiques, dans un contexte où le premier parti de France est l'abstention.

A partir d'un bilan des impacts de la pandémie et des nouvelles attentes des habitants, les débats de la matinée seront consacrés à l'état de la réflexion sur les enjeux futurs en matière de qualité de l'habitat et d'amélioration de la production en quantité et en qualité tout en intégrant la réalité économique et les enjeux environnementaux. Elle abordera également l'impact de l'habitat sur les fractures territoriales et sociétales.

Les candidats-tes à la Présidence de la République débattront l'après-midi à partir des questions et propositions issues des réflexions de la matinée et des interpellations des responsables professionnels des divers secteurs de l'habitat.